



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



NOUVELLES D'ESPAGNE

Développement Durable et Industrie

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MADRID

N° 1 – Mars 2021

En bref

Le poids du secteur touristique dans le PIB espagnol est passé de 12,4% en 2019 à 4,3% en 2020. Le secteur lance l'alerte en raison d'un début 2021 catastrophique et prévient que le temps presse pour éviter des suppressions d'emplois et des fermetures multiples d'entreprises.

Zoom sur

L'exécutif espagnol a confirmé un nouveau plan « Moves 2021 » afin de stimuler la demande de voitures 100% électriques, hybrides et à pile à combustible. D'un budget initial de 400 M€ (extensible à 800 M€ si la demande est suffisante), le plan Moves doit au moins être actif jusqu'en 2023. L'ANFAC¹ considère que la gestion nécessiterait être optimisée: « L'allocation territoriale des fonds devrait être basée sur des critères de marché et non de population, de sorte qu'il n'y ait pas de régions qui épuisent leurs fonds en quelques jours et d'autres où les fonds restent presque inutilisés ».



Energie

Avis favorable en vue de la prolongation de la centrale nucléaire de Cofrentes jusqu'en 2030

L'autorité de sûreté nucléaire espagnole (Consejo de Seguridad Nuclear) a adopté le 18

février 2021 un rapport donnant son feu vert à la prolongation de l'exploitation de la centrale de Cofrentes (centrale mise en service en 1984, située dans la région de Valence, 1100 MW de puissance installée et actuellement opérée par la société IBERDROLA) jusqu'en 2030. Le ministère de la transition écologique et du défi démographique doit à présent donner son avis (conformément à l'article 23 du règlement sur les

LE CHIFFRE À RETENIR

-89%

Chute du nombre de touristes étrangers en Espagne en jan.21 vs jan. 2020

¹Association nationale des constructeurs d'automobiles et de camions

installations nucléaires et radioactives) sur cette éventuelle prolongation.

Projet de Planification du Réseau de Transport d'électricité 2021-2026

Le ministère pour la transition écologique et le défi démographique (MITERD) a soumis à [consultation publique](#) jusqu'au 21 avril 2021 le projet de « **Planification du réseau de transport d'électricité pour la période 2021-2026** », visant à « assurer la sécurité d'approvisionnement du système électrique, intégrer les nouvelles capacités, supprimer les limitations structurelles du réseau et assurer la couverture des interconnexions électriques internationales ». Selon le MITERD, ces investissements contribueront à assurer l'intégration de 67% d'énergies renouvelables (ENR) dans le mix électrique à l'horizon 2026 (contre 40% en 2020). Ils s'élèvent à 6,66 Md € (dont 84% seront dédiés au renforcement du réseau électrique, le reste, 1Md €, consacré aux projets d'interconnexions électriques avec la France, le Portugal et le Maroc). S'agissant de la liaison sous-marine dans le Golfe de Gascogne, cette programmation prévoit d'allouer 647 M€ à cette infrastructure.

Premier appel d'offres d'ENR depuis trois ans

L'appel d'offres (AO) conclu le 26 janvier 2021 a mis sur le marché 1000 MW d'éolien terrestre, 1000 MW de photovoltaïque et 1000 MW sans affectation technologique préalable². 84 entreprises³ y ont participé, témoignant de l'intérêt des investisseurs pour les projets ENR en Espagne. Le prix moyen adjugé pour le photovoltaïque s'est élevé à 24,47 €/MWh ; 25,31 €/MWh pour l'éolien. Les adjudicataires de l'enchère disposent d'un délai de six mois pour identifier les emplacements des futures

² Les derniers AO d'ENR, de 2016 et 2017, avaient adjugé une puissance totale de 8,5 GW.

³ Les participants à cet AO devaient également joindre à leur offre une estimation de l'impact des projets en termes d'emploi local et des opportunités pour la chaîne de valeur industrielle locale, régionale et nationale.

⁴ Société espagnole (35 GW de projets ENR au portefeuille) créée il y a vingt ans, à ne pas confondre avec la société française du même nom.

installations et de douze mois pour obtenir le permis de construire correspondant. Les installations photovoltaïques doivent être entièrement achevées pour le 28 février 2023 et les installations éoliennes pour le 29 février 2024. Le ministère pour la transition écologique et le défi démographique estime à 2,1 Md€ le montant total des investissements engagés à la suite de cet appel à projets, qui devrait permettre de créer jusqu'à 27 000 emplois. En termes d'économies d'énergie, cet AO permettra, selon le gouvernement espagnol, une réduction des émissions de CO2 équivalentes à 2,5 Mt et à 61 millions en quotas de droits d'émission. Les principaux adjudicataires de cet AO ont été les sociétés suivantes : **Capital Energy**⁴ : 622 MW (principalement de l'éolien) ; **X-Elio** (contrôlé par les fonds KKR et Brookfield) : 300 MW de photovoltaïque ; **Naturgy** (1er distributeur de gaz en Espagne) : 235 MW (dont 197 MW de photovoltaïque et 38 MW d'éolien) ; **Iberdrola** : 234 MW de photovoltaïque. S'agissant des entreprises françaises, 73 MW de photovoltaïque ont été adjugés à **Engie**, 52 MW de photovoltaïque à **Akuo Energy** et 30 MW photovoltaïque à **INGIS** (société espagnole développant des projets ENR pour le compte du groupe TOTAL⁵).

L'espagnol ACS⁶ et Vinci négocient un partenariat pour investir dans les énergies renouvelables

L'alliance, qui serait effective par le biais d'une société conjointe, fait partie du processus de vente de la division des services industriels d'ACS, notamment sa filiale « Cobra » au groupe français. Les deux sociétés prévoient de conclure l'opération en mars à travers d'un paiement

[Empresa de energías renovables solar y eólica | Capital Energy](#)

⁵<https://www.expansion.com/empresas/energia/2021/01/28/60126f1e468aeb860e8b4592.html>

⁶ Cotée à l'IBEX 35, le Groupe espagnol ACS est une référence mondiale dans l'industrie de la construction et du développement d'infrastructures de nature civile et industrielle.

entièrement en numéraire⁷. Le président d'ACS n'a pas donné de détails sur la valeur de la vente. ACS dispose d'un portefeuille de projets en énergies renouvelables de 25 GW dans le monde, dont 11 964 MW sont des parcs éoliens et 11 730 MW de photovoltaïque.

Géographiquement, ils sont répartis en Amérique latine (36%, 8 871 MW), en Amérique du Nord (12%, 2 906 MW), en Espagne (10%, 2 536 MW), dans le reste de l'Europe (34%, 8 380 MW) et du monde (8%, 1 976 MW).

L'Espagne envisage un retrait de la Charte de l'énergie

Alors que la Commission européenne a lancé, en juillet 2020, un processus de réforme du Traité sur la charte de l'énergie (TCE), trois ministres espagnols (Affaires étrangères, Industrie et Transition écologique) ont adressé une lettre le 9 février 2021 à la Commission européenne, avançant un possible retrait du pays si ces négociations n'aboutissent pas à une réforme de l'accord qui soit conforme avec les objectifs inscrits dans « le Traité de Paris, le Pacte vert européen et l'objectif européen de neutralité climatique à l'horizon 2050 ».

OPA d'un fonds australien sur le principal groupe gazier espagnol

Alors que le groupe NATURGY (1er distributeur de gaz en Espagne avec 5,4 millions de clients et troisième distributeur d'électricité) a vu son **bénéfice net chuter de 45% sur les neuf premiers mois de 2020 (soit 490 M€), en raison de la chute de la demande d'énergie sur le marché espagnol (-8%) et de la réduction de trafic du gazoduc EMPL** (gazoduc Europe Maghreb Pipeline Limited entre l'Algérie et l'Espagne où Naturgy détient 49% du capital⁸), le fonds australien IFM Investors⁹ (créé en 1994 regroupant 27 fonds de pensions gérant 90 Mds€) a annoncé le 26 janvier dernier le lancement d'une offre publique d'achat (OPA) sur 22% du capital, pour un montant de 5 Mds€. Naturgy a expliqué dans un

communiqué avoir été informé des conditions de l'offre et affirme que son conseil d'administration « se prononcera quand il le jugera opportun, et dans tous les cas, quand il en aura l'obligation légale ». A travers cette opération, IFM affirme vouloir poursuivre son objectif de « **zéro émission nette à l'horizon 2050 dans toutes ses catégories d'actifs** ». Le gouvernement espagnol doit encore se prononcer, avant l'automne, sur le sort de cet OPA et pourrait invoquer le décret adopté en mars 2020, permettant de bloquer le rachat de plus de 10% de toute société espagnole considérée comme « stratégique » au titre du contrôle des investissements étrangers.



Environnement

Projet d'interdiction de la chasse au loup sur le sol espagnol

L'Espagne s'achemine vers une interdiction totale de la chasse au loup : **le poids grandissant du ministère de la Transition écologique inquiète le monde agricole**. En Espagne, la population de loups (estimée à 300 meutes et 2 000 à 2 500 individus) est principalement localisée (95% du total) dans quatre régions : la Galice, les Asturies, la Cantabrie et Castille-León. **Jusqu'ici, la chasse de cette espèce était uniquement autorisée dans les territoires au nord du fleuve Duero, le « Plan loup 2017-2019 » permettant d'éliminer jusqu'à 143 loups par an**. Cependant, la Commission d'Etat pour le patrimoine naturel et la biodiversité, organe consultatif du ministère de la transition écologique composé de 20 membres (un représentant de l'Etat et 19 représentants pour chacune des 17 régions et des deux villes autonomes de Ceuta et Melilla) a adopté, le 4 février 2021, **l'inclusion du loup ibérique dans la liste des espèces sauvages bénéficiant d'une protection spéciale**. Le secrétaire d'Etat à l'environnement a d'ores et

⁷ L'opération initiale était estimée à 5,2 Md€, dont 2,4 Md€ en actions

⁸ [Europe Maghreb Pipeline Limited - EMPL \(emplpipeline.com\)](https://www.emplpipeline.com)

⁹ Société basée au Luxembourg.

déjà annoncé que la ministre pour la transition écologique a décidé de ratifier cet avis (non contraignant) dans les prochaines semaines par arrêté ministériel, **ce qui se traduira par l'interdiction définitive de la chasse au loup sur tout le territoire espagnol**. Alors que cette annonce a été saluée par les principales associations environnementales (dont Ecologistas en Acción et WWF Espagne), elle a en revanche été vivement rejetée par les principales organisations professionnelles agricoles du pays, ainsi que par les présidents des quatre régions où vit majoritairement cette espèce.

Procédure d'infraction contre l'Espagne: manquement à l'adoption de mesures de protection du Delta du Llobregat

La Commission européenne a engagé une **procédure d'infraction à l'encontre du Royaume d'Espagne pour manquement à la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages dans le Delta du Llobregat** (vaste plaine couvrant 98 km située entre la ville de Barcelone et l'aéroport de la capitale catalane et formant un emplacement stratégique sur la route migratoire de différentes espèces entre l'Europe et l'Afrique), faisant partie du « Réseau Natura 2000 », mais dont la gestion relève du gouvernement régional catalan. L'Espagne dispose à présent d'un délai de deux mois pour répondre aux arguments soulevés par la Commission.

Industrie

Avec l'effondrement du tourisme en Espagne, l'importance stratégique du secteur automobile n'en devient que plus marquante pour l'économie nationale.

En 2019, le secteur automobile a représenté 10% du PIB, 18% des exportations, 9% de l'emploi et 15% des recettes fiscales. La plupart des grands

groupes (Renault-Nissan, PSA -désormais Stellantis, Volkswagen-SEAT ou Ford) ont des usines en Espagne (17 usines dans 10 régions différentes).

En 2020, la crise de la covid-19 a eu un fort impact sur la fabrication de véhicules en Espagne. Pendant près d'un mois et demi, les centres de production ont complètement arrêté leur activité, entraînant une baisse annuelle de la production de 19,6 %. En parallèle, les débouchés sur le marché intérieur et vers l'exportation se sont taris (-32,3 % avec seulement 851 211 unités vendues sur le marché domestique et -15,5 % avec 1,58 M de véhicules exportés). Une amélioration des ventes pendant les derniers mois de 2020 a permis de limiter la chute de la production à 2,27 millions d'unités fabriquées (contre 2,82 M en 2019).



Pour 2021, la reprise du marché intérieur (un véhicule sur quatre vendus en Espagne est produit localement) et l'évolution de la demande sur les marchés européens sont deux éléments essentiels. Le secteur a prévu une croissance modérée en 2021, avec une prévision de ventes inférieure à un million d'unités et un 1er trimestre fortement touché par l'augmentation de la taxe d'immatriculation au 1er janvier (un véhicule sur deux verra sa fiscalité augmenter entre 5 et 10 % en raison de l'application de la norme WLTP).

Création d'un consortium public-privé visant l'installation de la première usine de batteries en Espagne.

Le ministère espagnol de l'industrie, du commerce et du tourisme travaille à attirer des

projets pour toute la chaîne de valeur des batteries : «dès l'exportation et la transformation du matériel extrait jusqu'au recyclage de la batterie et des solutions de seconde vie». Dans ce cadre, la ministre a annoncé début mars que le gouvernement va constituer un **consortium public-privé (avec SEAT-Volkswagen et Iberdrola, ouvert à d'autres partenaires)** pour mettre en place la première usine de batteries en Espagne. Cette alliance s'inscrit dans le premier PERTE (*Projet Stratégique pour la Récupération et Transformation Economique*, type de projet spécialement créé dans le contexte de la relance et de la mobilisation des fonds européens en Espagne) : ce premier projet emblématique aura pour objet la transition de l'industrie automobile espagnole vers le véhicule électrique et connecté. En outre, L'Espagne qui a déjà été candidate pour la Gigafactory 4 de Tesla (finalement remportée par l'Allemagne) semble être intéressée pour accueillir l'usine géante 5. Selon la presse, la proposition espagnole reposerait sur 2 options : **les installations que l'usine Nissan laissera vides dans la Zona Franca de Barcelone à fin 2021 ; une parcelle vide à Almussafes (Valence), près de l'usine d'automobiles Ford.**

Les deux sites offrent une connexion directe aux installations portuaires et, dans le cas plus spécifique de Barcelone, une bonne connexion ferroviaire avec le reste de l'Europe. Face au Royaume-Uni (également candidat à l'accueil de cette usine mais déjà en dehors de la CE), l'implantation de Tesla en Espagne pourrait bénéficier des aides européennes.

Renfe attribue à Alstom et à Stadler la fabrication de 211 trains de banlieue à grande capacité pour 2,4 Md€.

Le conseil d'administration de Renfe a approuvé le 8 mars l'achat de 211 trains de banlieue auprès **du français Alstom et du suisse Stadler (les deux entreprises possédant chacune une usine en**

Espagne - à Barcelone et Valence respectivement). Ce méga-contrat, le plus gros contrat pour la construction de trains de banlieue de l'histoire de Renfe, d'un montant de 2,445 Md€ est divisé en 2 lots :

- le premier, attribué à **Alstom**, pour la fourniture de 152 trains de 100m d'un montant de 1 447 M€ ;
- et le second, attribué à **Stadler Rail Valencia**, pour 24 trains de 100 m et 35 trains de 200 m, d'un montant de 998 M€.

Ces marchés comprennent aussi la fourniture de pièces et l'entretien pendant 15 ans. Cette opération s'inscrit dans le cadre du **plan de renouvellement de la flotte** (50 % des trains banlieue et moyenne distance). Prochainement, Renfe prévoit d'attribuer trois autres contrats : 43 trains de moyenne distance, 38 trains de banlieue et 40 locomotives TGV.

Deux groupes espagnols (Ferroglobe et Little Electric Cars) participent au 2^{ème} Projet d'Intérêt Commun Européen « batteries » :

- **Ferroglobe** (du groupe Villar Mir) **sur le volet « matières premières et matériaux de pointe »** (avec des entreprises comme l'autrichienne Borealis, l'italienne Solay ou l'allemande Acis) ;
- **Little Electric Cars** (petite société galicienne née il y a 10 ans) impliquée **dans des projets de recyclage et de durabilité des batteries** (avec des groupes tels que le finlandais Fortum ou l'italien Enel).

A cette initiative « Innovation européenne dans les batteries » lancée par la Commission européenne, participent 42 entreprises (dont Ferroglobe et Little Electric Cars), qui bénéficieront d'un soutien public de l'UE de 2,9 Md€. En plus de l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Croatie, la Slovaquie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, la Pologne et la Suède, le ministère de l'industrie considère **qu'« il est très important que l'Espagne soit à l'avant-garde de ce projet qui vise une souveraineté industrielle**

dans le domaine des batteries face à la montée en puissance des pays asiatiques ».

Pendant la pandémie, l'opérateur téléphonique low cost « Digi » prend des parts de marché aux opérateurs traditionnels : 600 000 nouveaux clients et une croissance de 41,6 % du chiffre d'affaires.

En 2020, Telefonica, Orange et Vodafone ont continué à perdre du terrain. A l'inverse, le chiffre d'affaires du petit opérateur roumain « Digi » a augmenté de 41,6% après avoir ajouté 600 000 nouveaux clients à son portefeuille en 2020. **Digi est devenue l'alternative low-cost aux grands opérateurs téléphoniques grâce à ses tarifs simples et abordables ainsi qu'un service fourni avec son propre personnel.** L'entreprise a embauché plus de 1000 nouveaux employés (davantage que Telefonica, Orange, Vodafone et Masmovil réunis) et a réalisé un chiffre d'affaires de 275 M€ pour un excédent brut d'exploitation (ebitda) de 56 M€, soit 33,7% de plus qu'en 2019. En Espagne, Digi compte 2,6 Millions de clients.

Transport

Des résultats négatifs historiques pour Renfe en 2020 : 500 M€ de pertes et 14 millions de voyageurs TGV en moins.

Pour Renfe, 2020 a été le pire exercice de son histoire avec des pertes d'exploitation record de 479 M€, contre 107 M€ de bénéfice en 2019 et une fréquentation réduite de moitié (-47,8%), en raison des restrictions de mobilité dues à la pandémie. Le TGV a perdu 14 millions de voyageurs (7,8 millions de voyageurs ont été transportés). **Le chiffre d'affaires du groupe a atteint 2 834 M€ en 2020, soit 30% de moins que l'année précédente. Il faut noter que la**

contribution de l'Etat espagnol (pour obligation de charges de service public)¹⁰ a augmenté de 20,2% à 1447 M€. Sans ces ressources, les revenus auraient chuté de plus de 50%.

Renfe lance « AVLO », son train low cost à 5€ sur le trajet Madrid-Barcelone à partir de juin.

L'opérateur public espagnol relance ainsi son service low-cost¹¹ après l'annonce par Ouigo (SNCF), de l'arrivée du premier train à grande vitesse étranger le 10 mai. AVLO desservira toutes les villes du corridor nord-est (Guadalajara, Calatayud, Saragosse, Lleida, Tarragone, Barcelone, Gérone et Figueres). La fréquence initiale sera de 4 allers retours par jour. Ouigo desservira les gares de Saragosse, Tarragone et Barcelone avec 5 allers retours par jour. **Les deux compagnies proposeront des suppléments tarifaires pour accéder au wifi, pour des bagages additionnels, des sièges spécifiques ou la flexibilité de la réservation.** L'arrivée du 3^{ème} opérateur ferroviaire, Ilsa, à la suite de la libéralisation du transport ferroviaire grande vitesse de voyageurs, est prévue en 2022.

Renfe poursuit sa stratégie d'internationalisation avec l'achat de 50% de la société tchèque « Leo Express »

L'opérateur public doit conclure le processus d'acquisition de Leo Express, notamment obtenir l'autorisation du ministère des finances espagnol, s'agissant de l'achat de 50 % des parts d'une société privée étrangère.

Créé en 2012 en République tchèque, puis ayant développé son activité en Slovaquie et en Pologne, Leo Express exploite des services de transports par train et bus dans plus de 100 villes d'Europe centrale. L'entreprise assure le

¹⁰ Contribution de l'Etat espagnol dans le cadre des obligations de service public.

¹¹ Initialement prévu en 2020, il a été décalé à cause de la pandémie.

transport de 2,4 millions de passagers par an et affiche un chiffre d'affaires de 40 M€.

L'objectif de Renfe, par cette acquisition, serait **d'étendre son activité en Europe et d'avoir les ressources et les licences nécessaires pour accéder au marché allemand**. En France, Renfe reste attentif à l'ouverture à la concurrence des marchés régionaux et se prépare activement à proposer un service à grande vitesse entre Lyon, Montpellier et Marseille.

Iberia achète Air-Europa (2^{ème} compagnie aérienne espagnole)

Air Europa, avec un soutien public de 475 M€ (constitué d'un prêt participatif de 240 M€ et d'un prêt ordinaire de 235 M€), a été la 1^{ère} société bénéficiaire du fonds public de soutien à la solvabilité des entreprises stratégiques de la SEPI, doté de 10 Md€ (approuvé en juillet 2020 par le conseil de ministres, ce fonds a pour objectif de soutenir les entreprises stratégiques non financières affectées par la pandémie¹²).

Le gouvernement espagnol considère Air Europa, (18% du chiffre d'affaires de l'ensemble des compagnies aériennes espagnoles et acteur clé des liaisons avec l'Amérique latine), comme « un service essentiel pour la connectivité de l'Espagne ». Grâce à ce soutien financier, le groupe aérien IAG a confirmé son projet de rachat d'Air Europa, au groupe touristique espagnol Globalia, pour 500 M€ (le prix d'achat convenu fin 2019 a été réduit de moitié)

Le groupe aérien IAG (British Airways, Iberia, Vueling, Level et AirLingus) a enregistré des pertes record en 2020.

IAG a subi une perte nette de 6 923 M€, contre un bénéfice de 1 715 M€ en 2019, en raison de l'impact du coronavirus. L'arrêt du trafic aérien entre mars et juin et la très forte chute du tourisme tout au long de l'année expliquent également cette contre-performance. IAG



prévoit une demande atone pendant plusieurs années et un retour, au mieux, aux niveaux de 2019 en 2023. Néanmoins, le groupe considère qu'il existe une demande latente pour les voyages. Il considère donc **nécessaire de mettre en place des standards sanitaires internationaux et un passeport-santé numérique**.

* Tourisme

Annoncé fin février par le Président du gouvernement, un **nouveau paquet de 11 Md€ d'aides directes aux entreprises, PME et indépendants des secteurs les plus affectés par la crise économique, notamment le tourisme et la restauration** a été adopté formellement lors du Conseil des ministres du 8 mars. Ce nouveau dispositif sera composé de 7 Md€ d'aides directes, 3 Md€ pour la restructuration des prêts garantis par l'organisme public ICO et 1 Md€ pour la recapitalisation des PME, qui sera géré par Cofides. Le décret-loi a été publié le 12 mars et doit être complété par un code de bonne conduite pour l'application détaillée des mesures, dont une partie relèvera des régions.

En outre, le gouvernement espagnol a montré son vif intérêt pour la mise en place d'un « **passeport sanitaire** », dans le but de normaliser les voyages internationaux avant la saison estivale. A cette fin, la ministre chargée du

des participations industrielles de l'Etat (« SEPI »).

¹² Ce fonds de « soutien à la solvabilité » est rattaché au ministère des finances et est géré par l'agence espagnole

tourisme a annoncé le lancement d'une "expérience pilote" en Espagne.

L'année 2020 a ramené le tourisme en Espagne 25 ans en arrière

Après 2019, année record pour le tourisme espagnol (83,7 millions de visiteurs étrangers et 92 Md€ de dépenses qui ont assuré à l'Espagne la 2ème place mondiale comme destination touristique après la France), nul n'aurait pu prévoir une année 2020 marqué par un tel « scénario-catastrophe ». L'impact de la pandémie sur l'un des moteurs de l'économie nationale (environ 12,3% du PIB et 13% de l'emploi en 2019) est sans précédent. Le secteur a enregistré plus de 100 Md€ de pertes : un bilan inédit avec seulement 20 millions de visiteurs étrangers et une contribution au PIB national de moins de 50 Md€ (le poids du secteur dans le PIB est passé de 12,4% en 2019 à 4,3% en 2020). La demande intérieure n'a pas été suffisante pour compenser les pertes liées à la chute du tourisme international.

Pour les vacances de Pâques, les autorités établissent un couvre-feu à 23h00 et des restrictions de mobilité entre régions pour la Péninsule.

Le gouvernement ne veut pas reconduire les règles appliquées à Noël, où les voyages entre les régions ont été possibles avec des mesures hétérogènes. Le ministère de la santé et les communautés autonomes (régions) se sont mis d'accord le 10 mars, lors du conseil interterritorial de la santé, pour fermer toutes les communautés autonomes, à l'exception des Canaries et des Baléares, durant le pont de la Saint Joseph [pour les territoires où le 19 mars est férié] et la Semaine Sainte [26 mars - 9 avril]. Le dispositif prévoit un confinement régional, un couvre-feu nocturne de 23h00 à 6h00 et une

limitation des réunions (4 personnes dans les espaces publics, 6 à l'extérieur ; dans les espaces privés : uniquement des personnes partageant le même lieu de résidence) et l'interdiction des événements de masse. Les visiteurs étrangers sont admis mais ils devront se soumettre à ces restrictions une fois sur le sol espagnol.

Le Tribunal régional basque autorise l'ouverture de l'hôtellerie

Le recours de la fédération professionnelle basque a abouti et a permis la réouverture des bars et restaurants dans la région. La Cour a considéré qu'avec des contraintes de capacité et des mesures de sanitaires, l'activité « ne semble pas être un risque certain et grave pour la santé publique ». 22 autres recours ont été déposés par les fédérations régionales des communautés autonomes d'Andalousie, Aragon, Asturies, Cantabrie, Castille-et-Léon, La Rioja, Galice, Estrémadure, Madrid, Murcie, Navarre et Valence en plus d'un recours général auprès de l'Audience Nationale.

Fitur, le salon international du tourisme à Madrid, aura lieu fin mai en « présentiel »

La ministre de l'industrie, du commerce et du tourisme a assuré, fin février, que Fitur (point de rencontre mondial des professionnels du secteur touristique et le principal salon des marchés récepteurs et émetteurs en Amérique latine) aurait lieu "physiquement" du 19 au 23 mai à Madrid. La ministre, qui a souligné que « sans tourisme, il n'y aura pas de reprise », a également annoncé que le salon mondial du mobile de Barcelone (MWC) aurait lieu du 28 juin au 1er juillet. Les participants aux salons devront présenter un test PCR négatif et se soumettre à un autre test rapide sur place.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : **Shanti Bobin**

Rédacteurs :

Álvaro Espino, Yasser Abdoulhousen, Sandra De Gregorio

Pour s'abonner :

espagne@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

©Statista 2021, ©CincoDías, ©Circulodeempresarios